

LES ENTRETIENS CANADO-SOVIÉTIQUES AU SUJET DE LA  
TCHÉCOSLOVAQUIE ET DES JUIFS DE L'URSS

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant connaît peut-être la réponse à la question suivante. Comme je ne doute pas que les entretiens aient été francs et fructueux, le premier ministre suppléant nous dirait-il si le premier ministre a fait savoir aux autorités du Kremlin que le peuple canadien désapprouve l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, s'il s'est entretenu avec elles du sort du peuple juif en Russie et si ces entretiens ont eu lieu avant la récente imposition de peines sévères aux Juifs qui tentent de quitter le pays?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je sais que le premier ministre se proposait de parler de toutes ces questions au gouvernement soviétique, et je suis persuadé qu'il l'a fait. A mon avis, monsieur l'Orateur, grâce aux dispositions prises en vue de la tenue de consultations régulières, nous pourrions mieux nous occuper de nos intérêts que dans le passé.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire au sujet d'un aspect de la question que vient de poser le député de Peace River. Comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a donné l'assurance lundi que le premier ministre parlerait aux dirigeants soviétiques des procès qu'on a fait subir aux citoyens juifs dans ce pays et vu ce qui est arrivé depuis, le premier ministre suppléant demandera-t-il au premier ministre d'exprimer l'inquiétude des Canadiens au sujet des décisions qui ont été rendues hier?

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Je m'assurerai aussi que les remarques faites à la Chambre des communes seront transmises directement au premier ministre, afin que ce dernier soit au courant des opinions des députés à ce sujet.

LES LIVRAISONS DE BLÉ À L'URSS—LES ENTRETIENS  
DU PREMIER MINISTRE À MOSCOU

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au premier ministre suppléant si le premier ministre, à l'occasion de son voyage en Russie, n'aurait pas l'intention de discuter de l'accord sur le blé intervenu entre nos deux pays, étant donné que les autorités soviétiques tardent depuis plusieurs années à prendre livraison de la quantité de blé qu'elles s'étaient engagées à nous acheter?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je croyais que le député de Peace River avait abordé ce sujet dans sa question. Ce sont là des points que le premier ministre avait mis à son programme.

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE À MOSCOU ET  
LES DROITS DE L'HOMME EN URSS

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggart):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre suppléant nous dira-t-il si le premier ministre, à l'occa-

[L'hon. M. Sharp.]

sion de son voyage en Russie, soulèvera, comme l'a demandé le Comité des Ukrainiens du Canada, la question des droits de l'homme pour chacun des citoyens de l'Union soviétique, et en particulier dans le cas de M. Moroz et de M. Karavanskyi qui se trouvent actuellement emprisonnés pour des motifs d'ordre politique et culturel?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, même si le premier ministre a eu plusieurs heures de discussions avec les dirigeants soviétiques sur une grande variété de questions, je ne sais pas s'il a pu soulever tous les points qui intéressent la population canadienne. C'est pourquoi, je pense, monsieur l'Orateur, que les chefs de nos deux pays ont pris une décision très sage en ouvrant la porte à des consultations régulières sur ce genre de questions.

L'ACCORD CULTUREL CANADO-SOVIÉTIQUE

**M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au premier ministre suppléant. Comme notre premier ministre a souvent fait valoir qu'il n'était pas très confortable de vivre au côté de l'éléphant américain, je me demande si l'entente culturelle signée ces derniers jours, vu surtout la conférence de presse qu'aurait tenue le premier ministre à Moscou hier soir, n'est pas appelée à remplacer cet éléphant. Serons-nous beaucoup plus à l'aise aux côtés de l'ours russe, ou s'agit-il d'une attitude positive visant à étendre et à compléter la politique étrangère du Canada? J'espère que ce n'est pas là simplement une protestation inspirée par notre réaction envers l'éléphant américain.

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je puis assurer au député que le premier ministre, en proposant des consultations régulières, s'efforce d'établir de bonnes relations entre nos deux bons voisins et, comme il l'a dit lui-même, de voir à ce que la politique étrangère du Canada soit indépendante.

\* \* \*

LES PÉNITENCIERS

COLLINS BAY—LE REFUS SIGNIFIÉ À DES DÉPUTÉS

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, j'aurais adressé ma question au solliciteur général s'il avait été ici aujourd'hui comme le prévoit le tableau des présences. Je pourrais peut-être l'adresser au premier ministre suppléant. Elle a trait à la déclaration faite hier par le solliciteur général au comité permanent de la justice et des questions juridiques où il a dit que les communications dans un sens ou dans l'autre entre les détenus des institutions fédérales et le commissaire des pénitenciers et les députés seraient désormais confidentielles et ne seraient plus soumises à l'examen de censeurs ou de quelque fonctionnaire de l'institution. Étant donné cette déclaration, le premier ministre suppléant consentirait-il à faire enquête sur la situation survenue ce matin alors que le commissaire des pénitenciers, allant à l'encontre de l'avis du ministre, a refusé à des députés l'autorisation